

Évaluation des besoins des ménages | Tougan

Novembre 2024

Région de la Boucle du Mouhoun, Burkina Faso

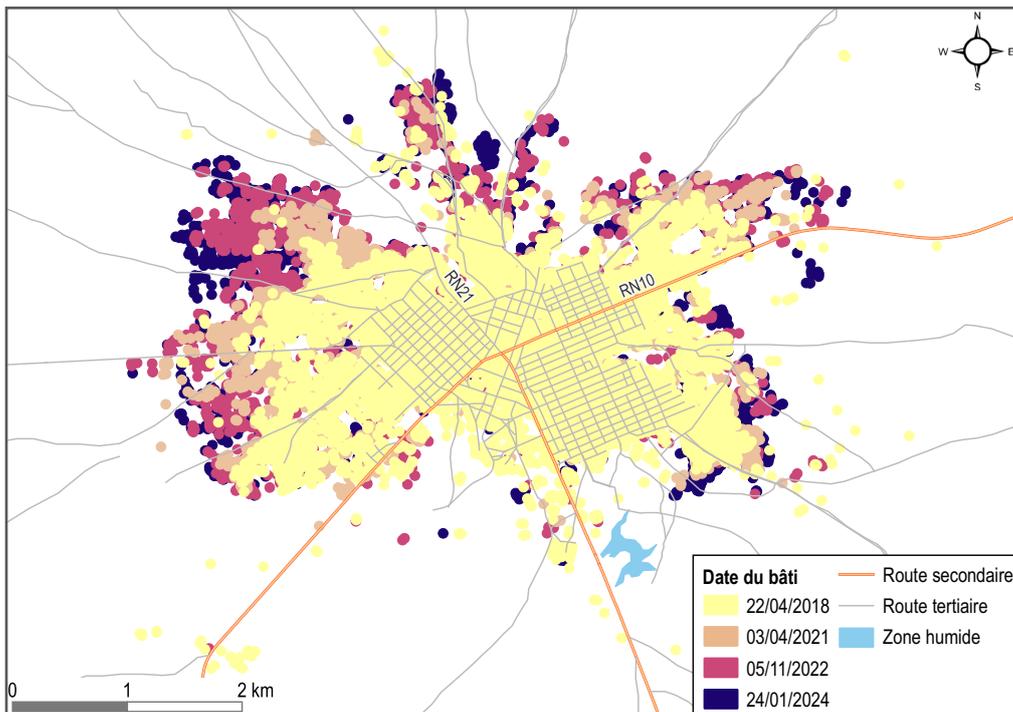
Messages clés

- Tandis que les marchés étaient approvisionnés, les **faibles revenus des ménages**, causés en partie par l'insuffisance des terres cultivables, la faible clientèle et les prix élevés des produits sur le marché, limitaient l'**accès à une alimentation variée**. Ces difficultés financières affectaient également l'**accès à l'éducation et aux soins**.
- Les **violences basées sur le genre** (VBG) constituaient un défi majeur, la **méconnaissance des services de gestion et de prise en charge disponibles** limitant par ailleurs l'accès à l'accompagnement nécessaire.
- L'**utilisation de sources d'eau non améliorées** et les **conditions de logement insatisfaisantes** représentaient des difficultés importantes pour les populations de la ville.

Contexte et justification

Dans plusieurs localités du Burkina Faso, des barrières physiques entravent depuis plusieurs mois la mobilité des populations, des marchandises et des services. Cette situation réduit la disponibilité des produits sur les marchés locaux et restreint l'accès à certains services sociaux de base, détériorant ainsi les conditions de vie des habitants. Les difficultés d'accès à ces zones limitent par ailleurs la circulation d'informations actualisées sur les besoins urgents, rendant l'acheminement de l'aide humanitaire encore plus complexe. Dans ce contexte, l'absence de données précises peut entraîner une sous-estimation des besoins et une hiérarchisation inadéquate des priorités des populations. Soutenu par BHA et en partenariat avec IRC et Acted, REACH se propose de répondre aux besoins d'informations actualisées des acteurs en réalisant une évaluation coordonnée sur les besoins multisectoriels des populations vivant dans la ville de Tougan.

Nous remercions toutes les parties prenantes pour leur participation à cette évaluation.



Carte | Étalement urbain de la ville de Tougan entre 2018 et 2024¹

Méthodologie

Une enquête ménages a été conduite du 28 octobre au 1^{er} novembre 2024 auprès de 109 ménages non déplacés (résultats représentatifs au niveau du centre urbain 90% de niveau de confiance, 10% de marge d'erreur) et 114 ménages déplacés (résultats indicatifs, sélection selon les connaissances des acteurs). Il convient de noter que cette enquête a eu lieu quelques jours avant le ravitaillement de la ville.

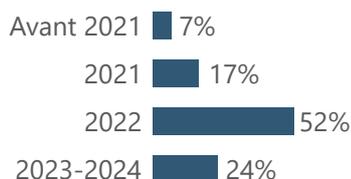
Neuf entretiens avec des informateurs-clés ont été réalisés entre le 21 octobre et le 07 novembre 2024 auprès d'acteurs administratifs communaux, provinciaux et d'organisations non gouvernementales.

Aperçu général des populations

Dynamique des déplacements

Tous les ménages déplacés enquêtés étaient originaires de la province du Sourou, dont plus des deux-tiers venaient de villages de la commune de Tougan même. **Plus de 9 ménages sur 10 étaient ruraux**, et seuls 5% s'étaient déplacés plus d'une fois.

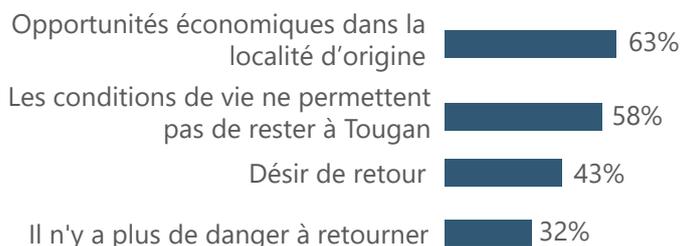
% de ménages PDI par année d'arrivée à Tougan



Les principales raisons expliquant l'arrivée des ménages à Tougan² sont **d'ordre sécuritaire** (91%) et liées à **proximité avec la localité d'origine** du ménage (50%).

91% des ménages PDI envisageaient de retourner dans leur localité d'origine si la situation le permet

% de ménages PDI par raisons pour vouloir retourner¹



Redevabilité et défis des populations

36% des ménages PND et **54%** des ménages PDI déclaraient avoir **reçu de l'aide au moins une fois au cours des six mois précédant la collecte**, apportée principalement par le gouvernement et des ONG nationales et internationales³. Ces aides étaient composées essentiellement de **soutien alimentaire** (nourriture et bon alimentaires), de **soutien en éducation** et des **services de santé et nutrition**. Cependant, malgré ces soutiens reçus par une partie de la population, les ménages continuaient de faire face à de nombreux défis.

Principaux défis des populations²

	PND	PDI
Manque de nourriture	62%	67%
Manque de revenus pour subvenir aux besoins	59%	62%
Manque d'espace de vie approprié	23%	34%
Insuffisance d'eau potable	21%	18%
Manque d'accès facile à des toilettes propres	13%	29%

Insuffisance de revenus et réorientation contrainte des activités économiques

96% des ménages PDI et **89%** des ménages PND rapportaient que **leurs activités génératrices de revenus (AGR) ne leur permettaient pas de subvenir à leurs besoins essentiels**, du fait notamment des contraintes d'accès et du déplacement des ménages.

En effet, **avant leur déplacement, l'agriculture était de loin la principale source de revenus des ménages PDI**, la majorité étant issue d'un milieu rural. Cependant, de **nombreux ménages ont dû se tourner vers des sources de revenus alternatives moins stables en s'installant à Tougan**, comme par exemple le petit commerce et les travaux journaliers, les terres pour cultiver venant à manquer.

De même, certains ménages PND rapportaient des AGR pour partie différentes depuis la mise en place des restrictions d'accès, notamment car les **mouvements vers l'extérieur de la localité étaient limités**.

Principales sources de revenus des ménages avant les déplacements ou les difficultés d'accès, et au moment de la collecte^{2,4}

PND ⁷			PND ⁸	
Avant	Collecte		Avant	Collecte
56%	64%	Commerce ou petit commerce	52%	53%
81%	56%	Agriculture, maraîchage et vente de produits agricoles	91%	46%
6%	26%	Travail journalier non-agricole	9%	34%
12%	11%	Travail journalier agricole	15%	24%
13%	14%	Métiers du bâtiment	7%	13%
24%	12%	Élevage et vente de produits d'élevage et de bétail	42%	11%

Par ailleurs, avant les restrictions, **37%** des ménages PND exerçaient une **AGR en dehors de la ville de Tougan**, principalement dans l'agriculture. Cette proportion était de **15%** au moment de la collecte des données.

% de ménages déclarant ne pas pouvoir couvrir leurs principaux besoins grâce à leurs AGR, par raison principale (choix unique)

	PND	PDI
Pas suffisamment de terres cultivables	31%	33%
Manque de clients	22%	27%
Accès non sécurisé aux terres	19%	17%
Prix trop élevés pour acheter à manger	7%	7%

Réduction des surfaces agricoles et de la production pour consommation

L'agriculture était pratiquée par de nombreux ménages, à la fois comme AGR et comme source de nourriture. Toutefois, les restrictions d'accès, associées à un sentiment d'insécurité lors des cultures avaient considérablement **réduit les surfaces pouvant être cultivées** pour la majorité des ménages (PND 68%, PDI 80%). De ce fait, au moment de l'enquête, **l'achat en liquide** était la première source de nourriture de la majorité des ménages (PND 58%, PDI 65%). Ceci restreignait d'autant la capacité des ménages à couvrir leurs besoins non alimentaires, la nourriture constituant un poste de dépenses majeur.

Un IC rapportait que la population de Tougan développait des **initiatives de productions maraîchères autour des concessions et des points d'eau**, à travers le regroupement de certaines personnes en associations ou en groupements et la mise en place de jardins potagers familiaux. Cette agriculture de case contribuait à pallier les difficultés d'accès aux terres cultivables.

Réduction de l'élevage du fait du manque d'accès et du coût élevé

Tout comme pour l'agriculture, les difficultés d'accès ont également conduit à une **insuffisance de terres pour les activités d'élevage** (PND 7/29, PDI 11/27). Cette réduction des espaces disponibles a contribué en partie à une diminution du nombre de ménages pratiquant l'élevage. Par ailleurs, la majorité des ménages éleveurs (PND 20/29, PDI 21/27) avaient signalé **une hausse des prix du fourrage**, ce qui avait entraîné une **augmentation du prix des animaux**.

Manque de clientèle lié à l'inflation

Le **commerce**, première activité des ménages déplacés comme non-déplacés, était confronté à une inflation importante, une grande partie des ménages engagés dans le commerce signalant le **manque de clientèle** (PND 76%, PDI 93%) lié en partie aux **prix élevés des produits** (PND 63%, PDI 33%).

Un-e IC travaillant sur un marché estimait qu'**environ un quart des commerçant-es avaient dû se délocaliser hors de Tougan ou arrêter leur activité par manque de clientèle**.

La baisse de pouvoir d'achat des ménages est ainsi d'autant plus marquée qu'elle est la conséquence d'une augmentation des prix -en partie liée aux difficultés d'accès- et de la perte de sources de revenus.

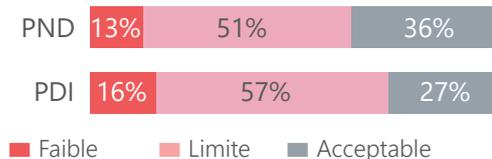
Ce manque de ressources a des conséquences sur la capacité des ménages à couvrir leurs besoins alimentaires, mais également à assurer leur accès aux services de base.

Barrières économiques d'accès à une nourriture diversifiée et aux services

Réduction de la diversité alimentaire

Les contraintes économiques associées au niveau élevé du prix des produits, avait entraîné une réduction de l'accès à une alimentation suffisante et variée, malgré une assistance en vivres soulignée par les IC. La grande majorité des ménages consommait essentiellement des **céréales**, des **légumes et des feuilles**.

% de ménages selon la classification du score de consommation alimentaire (FCS)



Par ailleurs, **13%** des ménages PND et **30%** des ménages PDI étaient en situation de **faim modérée**, selon le HHS⁵.

L'insuffisance de revenus affectait également la **nutrition des jeunes enfants**. Plus de la moitié des ménages avec des enfants de moins de 5 ans (57% PND, 60% PDI) exprimaient leur inquiétude concernant la situation nutritionnelle de leurs enfants, principalement en raison des **difficultés financières à se procurer des aliments nutritifs**.

Accès limité aux soins et à l'éducation en raison du manque de moyens financiers

Dans le domaine de la santé, l'ouverture et le maintien de poste de santé avancés permettait d'assurer une couverture des services. Les obstacles à l'accès étaient principalement d'ordre financier, avec notamment le **coût élevé des médicaments** (PND 37%, PDI 42%).

Un IC mentionnait que le district sanitaire rencontrait des **difficultés d'approvisionnement en produits pharmaceutiques**, exacerbées par le coût élevé des frais de transport. Il soulignait également le manque de services psychologiques au niveau du district sanitaire en raison d'un déficit de personnel qualifié.

Dans le secteur de l'éducation, la principale difficulté rapportée par la majorité des ménages (PND 50%, PDI 68%) était **l'impossibilité de payer les frais de scolarité**.

Un IC rapportait la **présence d'enfants chef-fes de ménage** (élèves déplacé-es) ne pouvant entrer en contact avec leurs proches resté-es au village. Il soulignait que ces ménages étaient exposés à des risques, notamment de protection, en raison du manque de moyens pour subvenir à leurs besoins et payer les frais de scolarité.

VBG sous-rapportées et méconnaissance des services de protection

Plus d'un tiers des ménages rapportaient avoir entendu parler de violences basées sur le genre (VBG) et/ou de violences contre les enfants, les principales étant :

1. Agressions physiques
2. Viols et agressions sexuelles (hors MGF⁶)
3. Mariages forcés
4. Violences psychologiques/émotionnelles
5. Travail des enfants

Sur ce dernier point, environ **un ménage sur sept** (15% PND, 13% PDI) avaient indiqué qu'au moins un **enfant de moins de 15 ans contribuait au revenu du ménage**.

"Les cas de VBG notamment les violences physiques, les dénis de ressources et le viol sont fréquents"

Témoignage d'un IC du Sourou, novembre 2024

Selon un IC, les VBG demeuraient **un sujet sensible pour les populations locales**, et certaines victimes refusent de dénoncer ces violences par peur du regard de la société ou faute de connaissance des mécanismes appropriés pour leur protection, notamment le traitement des informations partagées et la prise en charge des victimes.

% de ménages par services de protection de l'enfance et de prise en charge des VBG vers lesquels ils se tourneraient en priorité²

	PND	PDI
Action sociale et humanitaire	77%	67%
Centres de santé	39%	37%
Associations, ONG	20%	24%
Forces de défense et de sécurité, police	14%	22%
Comités de protection	9%	19%
Leaders communautaires et autorités coutumières	14%	7%

Toutefois, un **tiers des ménages non déplacés et plus de la moitié des ménages déplacés** rapportaient **ne pas connaître de services de prise en charge des VBG ou de protection de l'enfance**, soulignant la nécessité de renforcer les sensibilisations dans ce sens.

Des espaces de vie inappropriés

Utilisation majoritaire de sources d'eau non améliorées et pratique de la défécation à l'air libre (DAL)

Près de la moitié des ménages PDI (46%) et un tiers des ménages PND (34%) avaient recours à des sources d'eau non améliorées, telles que les **puits traditionnels non protégés**. De plus, certains ménages (PND 15%, PDI 33%) rapportaient un accès insuffisant à l'eau potable.

Plusieurs IC signalaient à cet effet que le système de distribution d'eau potable dans les ménages de l'ONEA⁹ était hors service depuis janvier 2023.

Par ailleurs, la **défécation à l'air libre (DAL)** continuait d'être une réalité dans 14% des ménages PND et 31% des ménages PDI. La majorité des ménages se déclaraient insatisfaits des latrines disponibles, exprimant des besoins pour leur amélioration, notamment par la **rénovation**, la **vidange** et la **construction de nouvelles latrines**, 14% des ménages PDI déclarant ne pas avoir accès à des latrines.

Conditions de logement insatisfaisantes

70% des ménages PDI vivaient dans des logements en location ou étaient hébergés par des proches

56% des ménages PND et **80%** des ménages PDI jugeaient leurs conditions de logement insatisfaisantes. La principale difficulté évoquée était le manque d'intimité dans l'abri. En effet, **la surface disponible par personne dans l'abri principal était inférieure à 3,5 m² pour un ménage PDI sur cinq**. De plus, un tiers des ménages signalait le manque d'éclairage, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'abri, comme un problème majeur.

Coût élevé de l'énergie électrique et du combustible

L'accès à l'énergie électrique pour les ménages reposait principalement le **réseau national** pour les ménages non déplacés, et **les lanternes solaires**. Toutefois, le **coût élevé de l'électricité**, ainsi que **l'absence de raccordement** pour certains ménages déplacés, rendaient l'accès au réseau national difficile. De plus, **l'investissement nécessaire pour un raccordement ou pour l'achat de lanternes solaires était jugé trop élevé** par de nombreux ménages (PND 40%, PDI 68%).

Par ailleurs, les ménages utilisaient essentiellement du bois et du charbon de bois comme combustibles, et rencontraient des obstacles similaires : des **points de collecte trop éloignés** et le **coût élevé du combustible**. De plus, une partie des ménages (PND 34%, PDI 45%) jugeait la **collecte dangereuse**. Ces difficultés d'accès à l'énergie et aux combustibles affectaient la qualité de vie.

Méthodologie

La présente évaluation a été réalisée en utilisant une méthodologie mixte, les enquêtes ménages ayant été réalisées avec une méthode quantitative. Celles-ci ont été menées du 28 octobre au 1^{er} novembre auprès de 223 ménages dont 109 ménages non déplacés et 114 ménages déplacés au niveau de la ville de Tougan. À travers des entretiens structurés, les informations ont été collectées auprès de femmes et d'hommes représentant les ménages et possédant des connaissances approfondies sur la situation de leur ménage. Les ménages non déplacés ont été sélectionnés par tirage aléatoire afin d'obtenir des données représentatives au niveau du centre urbain. Un niveau de confiance de 90% et une marge d'erreur de 10% ont été appliqués pour le calcul de l'échantillon. Pour les ménages déplacés, la répartition des enquêtes a été déterminée à partir des connaissances locales d'informateurs-rices clés. Les ménages déplacés ont pu être identifiés à partir d'un échantillonnage non-probabiliste (sélectionné/boule de neige). Les informations recueillies auprès des ménages déplacés sont ainsi indicatives au niveau du centre urbain.

Des informateurs-rices-clés issus-es d'institutions locales et d'organisations de la société civile ont été choisis selon leurs connaissances spécifiques des zones et thématiques de l'évaluation. Ces IC ont été consultés sous la forme d'entretiens qualitatifs en présentiel. Les informations complétant les enquêtes ménages sont présentées dans cette fiche d'information. Au total, 9 entretiens ont pu être réalisés à Dédougou et Tougan entre le 21 octobre et le 7 novembre 2024.

Les [Termes de Référence](#), [les analyses](#) et tous les produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le [Centre de Ressources de REACH](#).

Limites

Les résultats présentés ici correspondent à un aperçu de la situation au moment des collectes de données entre octobre et novembre 2024, et ne peuvent de ce fait pas tenir compte des évolutions pouvant avoir eu lieu depuis. Par ailleurs, la nature des questionnaires ménages implique que certaines réponses apportées correspondent aux perceptions des personnes interrogées. En particulier, certains sujets considérés comme sensibles peuvent avoir été sous-rapportés. Enfin, la traduction des questionnaires du français vers des langues régionales a pu entraîner certaines imprécisions.

Les entretiens IC ont contribué à avoir une image plus complète des besoins prioritaires des populations vivant dans la ville. Toutefois, étant donné la nature de ces entretiens, des aspects ont pu être omis par les acteurs.

Notes de fin

¹ Admin : OCHA, 2020 - Localités : REACH-INS-OCHA - Routes et cours d'eau : les contributeurs d'OpenStreetMap - Satellite Imagery: GeoEye-1 du 22/04/2018, SkySat du 03/04/2021, WorldView-3 du 05/11/2022 et 24/01/2024 - Copyright: ©2018, 2021 ©Planet Labs, 2022, 2024 ©DigitalGlobe

² Question à choix et réponses multiples.

³ Parmi les acteurs présents à Tougan, les différents clusters mentionnaient AMMIE, Alima, Compassion International, la Croix-Rouge Burkinabè, EDUCO, la FAO, Help, INTERSOS, Norwegian Church Aid, l'OCADES, le PAM, Solidarités International, SOS Jeunesse & défis, et Terre des Hommes.

⁴ Les deux sources de revenus principales des ménages sont ici agrégées. La modalité "aucune" signifie qu'aucune source de revenus n'est rapportée comme première source de revenu par le ménage. Les ménages ayant répondu "aucune" comme seconde source de revenus ne sont pas inclus dans ce pourcentage.

⁵ Household Hunger Scale - Indice Domestique de la Faim.

⁶ Mutilations Génitales Féminines

⁷ Ménages de personnes non-déplacées.

⁸ Ménages de personnes déplacées internes.

⁹ Office National de l'Eau et de l'Assainissement.

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'Acted et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).

Avec le soutien financier de

